

LA DIMINUTION DE LA MAIN-D'OEUVRE CAUSE DE LA VIE CHÈRE AU CANADA

Le parachèvement de nos réseaux de chemins de fer transcontinentaux avait libéré des milliers de manoeuvres et d'ouvriers de tout genre. Dès la déclaration de la guerre, les perturbations que les hostilités européennes causèrent dans l'industrie, au Canada et aux États-Unis, occasionnèrent un chômage tel que des dizaines de mille d'ouvriers se trouvèrent du soir au lendemain sans occupation. Notre entrée dans la guerre fut un exutoire à cette congestion de sans-travail, à cause du recrutement du premier corps expéditionnaire qui devait être de 20,000 et compta finalement 33,000 volontaires, aux premiers jours de septembre 1914. L'enrégimentation se poursuivit, absorbant peu à peu un nombre important d'artisans, de commis, d'employés jetés sur le pavé aux premières semaines d'août 1914. Les commandes de guerre commencèrent bientôt à nous arriver, améliorant ainsi, pour quelque temps, la situation de certaines industries, — celles des étoffes, des confections, des chaussures, de la sellerie et des conserves alimentaires par exemple. A mesure qu'augmentait le nombre des recrues, le marché du travail reprenait son assiette, se vidant graduellement des gens inoccupés, portés ou vers les industries de guerre ou vers le régiment, avec ses soldes et ses avantages matériels immédiats. Le recrutement prit, entre autres, un grand nombre de gens sans emploi, dans les provinces de l'Ouest. D'autre part, les centres industriels comme ceux de l'Ontario et aussi plusieurs villes du Québec, attirèrent dans les usines de guerre des milliers d'hommes sans travail. A la fin de 1915, le recrutement avait pris 200,000 hommes: il était exactement de 212,690, le jour où sir Robert Borden promit 500,000 hommes à Londres. Il y avait également alors des dizaines de mille d'ouvriers employés dans les fabriques de munitions, ou de fournitures de guerre. Le recrutement augmentait; au cours de 1916, il absorbait la presque totalité des gens sans emploi et les fabriques prenaient le reste. A la fin de décembre 1916, l'armée canadienne comptait plus de 380,000 hommes et le nombre des ouvriers et ouvrières pris par le travail et les commandes de guerre, dans 600 fabriques, était d'au moins 400,000.

Ceci n'allait pas, toutefois, sans diminuer à la longue la main-d'oeuvre agricole et industrielle ordinaire. Fait avec plus ou moins de méthode, aux premiers mois du conflit, le recrutement avait porté sur toutes les classes sans distinction. Dans l'ouest, nombre de gens employés aux travaux de l'agriculture s'enrôlèrent dans l'armée. Il en fut de même dans les provinces de l'est. Graduellement, la main-d'oeuvre se fit rare pour les travaux de ferme et les industries pacifiques. On peut compter qu'à la fin de 1915 il y avait, pris directement ou indirectement par la guerre, de 300,000 à 350,000 soldats et ouvriers. A la fin de 1916, le nombre oscillait entre 800,000 et 840,000, soit plus d'un dixième de la population totale du Canada.

Si notre participation à la guerre a résolu provisoirement la question des sans-travail, elle a, par ailleurs, compliqué le problème de la main-d'oeuvre. "Le marché du travail est devenu de plus en plus restreint en 1916," écrit M. Bryce-M. Stewart, du ministère fédéral du Travail à Ottawa. "La main-d'oeuvre devint de plus en plus rare, à mesure que le nombre des soldats canadiens s'approcha des 400,000 et que l'immigration diminua. L'activité anormale des industries métallurgiques devenait de plus en plus intense, le

transport de plus en plus considérable de troupes, de munitions, de vivres pour le ravitaillement absorbait le maximum d'employés. L'activité fébrile des industries et des transports demandait un effort de plus en plus grand à nos houillères, à nos fabriques de munitions, etc."

La rareté de la main-d'oeuvre s'est en conséquence fait sentir dans presque toutes les industries de paix et jusque dans celles qui alimentent les industries de guerre. Un technicien, M. F.-W. Gray, membre de l'"Institute of Mining Engineers" du Canada, écrivant sur ce sujet, aux premiers jours de 1917, attribuait à ce manque de main-d'oeuvre la diminution de rendement des mines de houille néo-écossaises, dont on extrayait 7,263,485 tonnes en 1913, 6,550,000 tonnes en 1914, 6,630,000 tonnes en 1915 et 6,170,000 tonnes seulement, en 1916. Prévoyant une baisse encore plus considérable en 1917, — il estime que leur production ne dépassera pas les 5,750,000 tonnes de 2,240 lbs, — il écrit: "Cette diminution de rendement dépend de causes diverses, dont les principales et les plus importantes sont de départ de 5,000 mineurs de tout genre qui se sont enrégimentés, et le fait que le plus grand nombre de ces enrégimentés sont des mineurs d'expérience." Ces enrégimentations ont surtout eu lieu en 1915. "Pendant la dernière année, le recrutement a pris moins de monde dans la région des houillères, mais, malheureusement, les autorités n'ont guère prévu la véritable importance du charbon dans la guerre actuelle avant que le rendement possible des mines n'eût été irrémédiablement affaibli pour jusqu'à la fin des hostilités."

On comprend aisément que s'il en a été ainsi pour une des industries fondamentales du pays, plusieurs autres ont souffert des mêmes conditions. Le relèvement des salaires qui s'en est suivi dans presque toutes celles qui ont continué de fonctionner, a d'un côté bénéficié aux ouvriers et à la main-d'oeuvre disponible; d'autre part, les salaires plus élevés ont accru le coût de revient de différents produits manufacturés, de même que celui des articles d'alimentation comme le beurre, le fromage, et celui des étoffes tissées au pays, par exemple. Cela, joint au prix de plus en plus élevé des charbons utilisés par l'industrie, a influé finalement sur le budget du consommateur, dans une proportion de plus en plus notable, à mesure que la main-d'oeuvre se faisait plus rare et, partant plus dispendieuse. Il faut noter aussi que, par suite de l'amélioration de leur sort, des milliers d'ouvriers ont acquis des habitudes de dépense exagérée: autre cause, et non négligeable, du renchérissement de la vie.

REQUISITION DU MAIS ET DU RIZ EN ITALIE

La Gazette Officielle, publiée à Rome, contient un décret du Commissaire Général pour les approvisionnements et la consommation alimentaires, ordonnant la réquisition des récoltes de tout le riz et le maïs de 1917. Exception est faite pour le riz et le maïs nécessaires à chaque producteur pour l'ensemencement de ses champs. Les violations de cette réglementation sont punissables d'un an d'emprisonnement et d'une amende de 5,000 livres (\$965).

Dans la province de Gênes, le stock minimum de maïs exempt de déclaration est 5 tonnes métriques de 2,204.6 livres chaque.